

**L'invention chrétienne du sionisme. De Calvin à Balfour**

Jacques Pous

Paris : L'Harmattan, 2018. 508 p.

L'objectif de ce livre documenté et érudit est de démontrer que le sionisme puise ses racines à la fois dans le projet mystico-théologique des Églises évangéliques reformées anglo-saxonnes des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles et dans le projet national et colonial anglais des XIX<sup>e</sup>–XX<sup>e</sup> siècles.

La première partie vise à reconstituer l'historique de la mise en place des mythes fondateurs du sionisme, précurseurs nécessaires au sionisme politique juif. Le premier mythe fondateur concerne la terre qui va devenir *Eretz Israël*. À partir de nombreux récits de voyages, l'auteur montre que les pèlerins chrétiens et les artistes, qui se rendent en Palestine depuis le Moyen-Age, inventent une nouvelle terre dans laquelle une géopoiété d'évènements surnaturels se substitue à la géographie. Cette terre est perçue d'abord sans peuple aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Le regard des voyageurs se modifie peu à peu et perçoit la Palestine comme un pays où coulent le lait et le miel, soit en tant que paradis perdu, soit en tant que terre prometteuse à exploiter.

À partir de la redécouverte de la Bible, les chrétiens réformés inventent l'idée du retour, second mythe fondateur. Ils reprennent à leur compte la mythologie biblique et font entrer dans l'histoire le peuple Élu en nourrissant l'espérance messianique et millénariste du retour et de la restauration des juifs en terre d'Israël, ce qui accomplirait les prophéties. Mais très vite, les chrétiens réformés se rendent compte qu'un tel retour ne peut se faire sans l'aide et sans l'implication de grandes puissances. De surcroît, l'invention du sionisme se fait avec la conviction qu'il existe des liens privilégiés entre l'Angleterre puritaine évangélique et Israël. C'est pourquoi, cette restauration doit se faire en s'opposant à l'empire Turc perçu comme l'Antéchrist et comme l'envahisseur.

Le sionisme chrétien s'appuie ensuite sur un troisième mythe : l'histoire nationale du peuple juif. Il faut pour cela inventer une mémoire collective et séculariser une histoire biblique (tout en récupérant ses origines mythiques pour son efficacité mytho-historique). Ainsi, la création d'une histoire nationale du peuple juif a été instrumentalisée pour promouvoir une vérité historique et politique. L'enjeu est de développer l'idée d'une continuité historique qui se fonde sur la permanence du souvenir. Les Palestiniens sont exclus de toute histoire et de toute recherche archéologique, ce qui contribue à préparer l'idée coloniale de la Palestine. La Palestine n'a pas d'histoire autre que celle racontée par les Occidentaux, celle de la Terre Sainte. Pour l'auteur, avant l'histoire sionisée, il y a l'histoire silencieuse et niée des Palestiniens musulmans ou chrétiens.

Après avoir montré que la matrice du projet colonial réside dans la théologie de la promesse de l'exil, du retour et de la restauration, la seconde partie vise à reconstituer l'historique de la mise en place du sionisme comme projet colonial.

Le discours théologique des Églises évangéliques reformées anglo-saxonnes impose le modèle paradigmatique de l'Exil et du Retour. Les étapes de l'histoire passée deviennent alors celles du futur : élection, promesse, faute, châtement, exil, restauration, annihilation de l'adversaire et paix messianique. Si dans le discours théologique du monde chrétien, le peuple juif doit être celui de l'exil pour prétendre au retour, dans le discours

du sionisme, ce modèle en vient à séculariser l'aspiration messianique. Plus largement, l'auteur remarque que la théologie de la colonisation tend à universaliser ce modèle pour s'appliquer également au Nouveau Monde, devenu Terre promise des Puritains, ou à l'Afrique du Sud, devenue Terre promise des Blancs. La théologie du colonialisme est complétée et renforcée sur le terrain par les missions évangélistes des juifs en vue de les convertir au christianisme. La question de la régénération de l'Orient trouve donc sa solution en devenant, elle-même, la réponse à la question juive. D'autant plus quand elle met en concurrence les deux plus grands empires coloniaux du XIX<sup>e</sup> siècle : la France à partir de l'expédition de Bonaparte en Égypte et la Grande Bretagne à partir de l'affaire de Damas – procès intenté contre des juifs en 1840 –, qui marque le début de la philanthropie politique britannique et le début des interventions officielles britanniques en faveur de la restauration du peuple juif en Palestine. L'auteur n'hésite pas à avancer que ces interventions instrumentalisent les appartenances religieuses. Dès lors, l'année 1840 inaugure le processus politico-religieux en faveur du retour et de la restauration. La Grande Bretagne reprend le rêve messianique du restaurationnisme en lui donnant un contenu politique et colonial et se veut l'instrument de Dieu par l'intermédiaire d'un protectorat, conciliant la Bible – par la création d'un Israël anglican protégé par une Angleterre protestante dont la finalité serait l'accomplissement des Écritures et la rédemption de l'humanité – et l'Épée, dans sa rivalité avec la France et la Russie. Mais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreux pays colonisateurs sont au cœur de la lutte pour une mainmise au Moyen Orient en entremêlant projets religieux et projet colonial. Si les Britanniques sont les précurseurs du sionisme politique, qui encourage les juifs à acheter des terres, d'autres empires comme la France consolident leurs positions par le réseau des écoles et des associations philanthropiques. Parallèlement, des proto-sionistes, comme Moses Hess, voient dans le sionisme un nationalisme moderne, tel que développé en Europe à cette époque. Ces proto-sionistes ont la conviction que le sionisme politique ne peut aboutir sans l'appui d'une grande puissance. L'État juif pourrait être un État tampon, une tête de pont et une base arrière pour les intérêts des grandes puissances. Finalement, parmi celles-ci, la Grande Bretagne conquiert la première place grâce à la nouvelle doctrine de l'Anglo-israélisme qui fait de l'Angleterre la Nouvel Israël. C'est alors qu'Herzl propose la voie du sionisme politique moderne, fusion des aspirations religieuses, des intérêts coloniaux et de l'idéologie nationaliste ambiante dans l'Europe des États-nations de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais ce que démontre avec brio l'auteur, c'est que le sionisme politique de Herzl est davantage l'œuvre des puissances européennes qui l'instrumentalisent en leur faveur, pour faire de cette utopie un projet réaliste et pour lui donner un cadre colonial à travers un protectorat britannique. Le contexte de la première guerre mondiale et l'effondrement souhaité et annoncé de l'empire Turc précipite la réalisation de ce projet par la Déclaration Balfour de 1919, assez différente des accords Sykes–Picot de 1916. En effet, la Déclaration Balfour octroie au peuple juif une place de choix dans un condominium Anglo-sioniste établi pour sauvegarder les intérêts impériaux britanniques et sionistes. Mais la Déclaration garantit également à la Grande Bretagne une domination incontestée dans une zone stratégique. Tant et si bien que la Déclaration est interprétée comme un blanc-seing international qui accorde tous les droits aux sionistes sur une Palestine dont ils fixeraient, eux-mêmes, les frontières et

le statut. Au fur et à mesure, il apparaît que le processus colonial se radicalise par la prolifération de colonies de peuplement reniant tout autre peuple.

En deux siècles, le passage d'un rêve mystico-théologique à un projet colonial s'est réalisé et devient, en 1948, une promesse définitive faite au monde juif. Ainsi, Jacques Pous analyse différemment les nombreuses archives, essentiellement anglo-saxonnes, des historiens israéliens qui nient le caractère colonialiste du projet sioniste. En éclairant d'un jour nouveau les origines du sionisme, l'auteur permet de mieux comprendre l'attachement actuel des évangélistes ultraconservateurs étatsuniens et du président américain au statut de la ville de Jérusalem et son soutien à l'État d'Israël.

Valérie Irtanucci  
*Université du Québec à Montréal*